

Eoliennes: l'étrange surdité de certains ministres

A partir de trois citations de personnalités célèbres, on peut se demander jusqu'où peuvent aller les compromissions de certains dirigeants jusqu'au niveau ministériel et pourquoi des contre-vérités flagrantes continuent d'être proférées.

Se préparent-ils des parachutes dorés ? Il existe aujourd'hui clairement des manipulations politiques qui profitent à des groupes financiers. Ces manipulations peuvent-elles durer ? Pourquoi un personnage politique choisit le seul jour dans le mois où les éoliennes tournent pour s'en vanter, alors qu'elles sont quasiment à l'arrêt pendant deux semaines et qu'ils n'en disent rien, et qu'elles tournent en réalité au cinquième de leur puissance toute l'année? Si les constructeurs automobiles utilisaient le même argument, une voiture roulerait à 130km/h 24h/24 365 jours par an, et ferait donc 1 million km par an !... La Cour des Comptes a démontré que les éoliennes n'ont plus besoin d'aides financières depuis 2013. Pourquoi continuer à leur servir un pont d'or aux frais du contribuable et dans quelles poches va-t-il depuis trois ans ?

Ce mépris de l'opinion et des citoyens ne devient-il pas insupportable par de telles manipulations ? Cette surdité est-elle provoquée par des chants de sirène ? Alors qu'un simple article de presse provoque la mobilisation de tout l'appareil judiciaire en période électorale, des milliards engloutis dénoncés par la Commission de régulation de l'énergie et par la Cour des Comptes ne suscitent même pas une enquête... Bizarre? non ? Si un juge lit cet article et vérifie que les sources sont exactes, et d'autres, quelle question devrait-il se poser ?

« Je construis des parcs éoliens uniquement pour diminuer les taxes de mes entreprises" »

(Warren Buffett, milliardaire, Président de Berkshire, The Daily Caller, 05 juin 2014).

C'est bien entendu la première motivation des promoteurs éoliens. Les manipulations financières autour des opérations d'énergies renouvelables sont le moteur essentiel, par les avantages fiscaux exorbitants et la vente forcée de cette énergie au consommateur, qu'elle serve ou non. Grâce à ce régime particulier, des opérations d'ingénierie financière et de défiscalisation « optimisent » encore ces opérations à des niveaux indécents soulignés par toutes les autorités de contrôle : CRE, Cour des Comptes, etc avec bien souvent soustraction aux contrôles. Est-il décent en temps de crise de réaliser 10% et plus de rendement financier sur des opérations financées par une taxe publique sur les ménages les plus modestes et qui finance des profits privés, avec 10 millions de Français en précarité énergétique, et les premiers morts de froid à domicile faute de payer la note d'électricité en France et en Allemagne?

« Les énergies renouvelables doivent prouver à la fois leur insertion environnementale et leur performance économique. Les éoliennes ne franchissent aucune de ces deux conditions. »

John Hayes, ministre britannique de l'énergie, BBC, le 5 septembre 2012

En plein boom de l'énergie renouvelable, ce ministre du Royaume Uni a eu le courage de ne pas céder à la démagogie et de demander un audit objectif de cette filière. La réponse des audits économiques et comptables fut la création certaine d'un trou de 200 milliards de déficit sans résultat

industriel à dix ans. Cette phrase fut prononcée en connaissance de cause.

« Grâce à des subventions pour des technologies inefficaces, pas un seul nouvel emploi n'a été créé, mais la richesse a été détruite ».

Hans-Werner Sinn, président de l'institut IFO de Munich

Hans Werner Sinn est un économiste réputé qui dirige des travaux appréciés par de nombreux chefs d'entreprises en Allemagne et associé à plus de 1000 chercheurs. (Institut für Wirtschaftsforschung). Les conclusions des études menées sur la filière des éoliennes sont sans appel sur un système de subvention à fonds perdus pour des technologies inefficaces. Bien pire, les études démontrent que tous les emplois soi-disant créés vont s'effondrer avec l'arrêt inévitable des subventions que ni l'Etat, ni les consommateurs n'ont désormais les moyens de poursuivre, et même qu'il n'en restera pas un seul. Le leader des Verts au Parlement, Oliver Krischer, a confirmé cette analyse.

Ces cris vont-ils franchir les surdités ministérielles ou bien leurs oreilles écoutent elles d'autres chants de sirènes ?